

Allemagne : un immigré pourrait être fonctionnaire mais pas un membre de l'AfD ?

écrit par Christine Tasin | 14 juillet 2025



Le parti Alternative für Deutschland, mené par la très charismatique Alice Weidel, a été classé par l'office allemand de protection de la Constitution comme «extrémiste de droite confirmé» en mai 2025. *SOEREN STACHE / AFP*



Le parti Alternative für Deutschland, mené par la très charismatique Alice Weidel, a été classé par l'office allemand de protection de la Constitution comme «*extrémiste de droite confirmé*» en mai 2025. *SOEREN STACHE / AFP*

C'est énorme. C'est inconcevable. Ça dépasse l'entendement, Mais ça existe...Cela se passe pour l'heure dans l'un des Lands allemands, en Rhénanie-Palatinat. Les membres de l'AfD, même les simples sympathisants de l'AfD ne sont plus autorisés à travailler dans la fonction publique. Et tout cela pour un but fort simple : *«lutter systématiquement contre les ennemis de la Constitution dans la fonction publique»*

La gauche allemande, comme la gauche française, perd les pédales face à la montée des partis patriotes. Tout est bon pour leur mettre des bâtons dans les roues. Ici ils interdisent à une Marine le Pen de se présenter pour une pratique répandue dans tous les partis, là ils essaient de terrifier la population en les menaçant de ne pas pouvoir devenir/être fonctionnaires s'ils ont le moindre lien avec l'AfD appelé « *extrême-droite* ».

C'est la chasse aux patriotes qui est lancée, c'est la nouvelle étoile jaune allemande, c'est le marquage de

sous-citoyens. Aujourd'hui barrage pour le fonctionnariat, demain l'étoile noire, après-demain les camps de concentration ? Aujourd'hui c'est pour la Rhénanie-Palatinat, demain pour toute l'Allemagne, voire pour toute l'Europe avec la Führerin der Leyen en place ?

C'est que ça avance très vite. Aujourd'hui c'est le Ministère du Land tenu par la gauche, les sociaux-démocrates du SPD (associés au niveau national à la CDU de Merz) qui a décidé d'exclure les nouveaux pestiférés (les nouveaux juifs ?) de la fonction publique.

Oui, je sais que ça va choquer, mais je vois dans l'affaire une renaissance du nazisme et dans les patriotes membres de l'AfD les nouveaux juifs. Il me semble que le parallèle est plus que juste et ça pue. Les juifs, eux aussi partout où les nazis étaient les maîtres, en Allemagne mais aussi en France étaient interdits de certains métiers, avant d'être interdits de vie, tout simplement. 80 ans après l'histoire se répète.

On sent que, en France on n'en est pas loin non plus. La gauche alliée aux macronistes cherche de la même façon à montrer du doigt et à chasser les patriotes du service public de télévision mais pas que. C8, menaces contre CNews... on y est. Et partout les patriotes fonctionnaires dans les Mairies, dans des associations gérées par les Mairies en bavent...

La Rhénanie-Palatinat- est un Etat frontalier de la France. C'est ici et maintenant que ça arrive.

Désormais, les candidats devront obligatoirement compléter une déclaration écrite de loyauté à la Constitution lors du processus de recrutement, dans laquelle ils devront assurer qu'ils n'appartiennent à aucune «*organisation extrémiste*» et

qu'ils n'en ont jamais été membre au cours des cinq dernières années. Toute personne refusant d'écrire cette déclaration et ne pouvant «*dissiper les doutes quant à sa loyauté à la Constitution ne sera pas embauchée dans la fonction publique*», précise le communiqué. Or, la liste des groupes considérés comme extrémistes inclut l'AfD. «*La loyauté à la Constitution n'est ni un vœu pieux, ni une recommandation ; c'est le devoir inaliénable de tout fonctionnaire de notre pays*», a ainsi souligné le responsable social-démocrate. «*Quiconque soutient des initiatives extrémistes, participe à des groupes anticonstitutionnels ou manifeste un rejet profond des valeurs fondamentales de notre Constitution n'a pas sa place dans la fonction publique. L'appartenance à un parti ou à une organisation classée comme extrémiste peut même constituer une faute disciplinaire. Les infractions manifestes peuvent entraîner la révocation*», a précisé de façon draconienne son ministère. [Source](#)

Bien sûr l'AfD a décidé de ne pas se laisser faire :

Le député Sebastian Münzenmaier, issu du Land de Rhénanie-Palatinat et chef adjoint du groupe parlementaire de l'AfD au Bundestag, s'est immédiatement érigé contre cette décision. «*Le ministre de l'Intérieur SPD de Rhénanie-Palatinat veut interdire aux membres de l'AfD d'exercer certaines professions. Mais ça, nous ne l'accepterons absolument pas. Cher SPD de Rhénanie-Palatinat, c'est une promesse : nous allons vous écraser politiquement !*», a-t-il écrit sur X.

Et, pour l'heure, la CDU alliée au SPD semble en désaccord... jusqu'à quand ? La CDU marche sur des oeufs, elle n'est plus capable de diriger seule le pays, et est obligée de faire alliance soit avec le SPD soit avec l'AfD... nous sommes d'ailleurs nombreux à avoir parié que Merz ne tiendrait pas longtemps. C'est peut-être aussi pour cela qu'il courait partout avec Macron et Starmer il y a peu, une petite guerre en Europe, ça assure la pérennité des élus un certain temps...

Une telle initiative, qui devrait récolter au moins deux tiers des voix du Bundestag (l'assemblée parlementaire allemande) ou du Bundesrat (le conseil des 16 Länder) avant d'être transmise à la Cour constitutionnelle, a peu de chances d'aboutir car les conservateurs de la CDU, dont le chancelier [Friedrich Merz](#) gouverne dans le cadre d'une coalition avec le SPD, y sont opposés. Toutefois, elle ranime un débat particulièrement vif en Allemagne sur la façon de traiter l'AfD, très à droite et en constante progression électorale.

Créée en 2013 dans le contexte de la crise des dettes souveraines, l'AfD était à l'origine concentrée sur la proposition de sortir l'Allemagne de la zone euro. Le parti a ensuite fait de la lutte contre l'immigration son principal cheval de bataille à partir de la crise migratoire de 2015-2016, à l'issue de laquelle il est entré pour la première fois au Bundestag en 2017 avec près de 13% des voix.

On connaît la suite, la montée fulgurante d'Alice Weidel qui ne correspond pas au schéma traditionnel de « l'extrême-droite raciste » puisque femme, lesbienne vivant avec une femme d'origine Sri-Lankaise ;-).

Nous aussi on a notre Alice Weidel, elle s'appelle Sarah Knafo. Tout n'est pas perdu !